

Un mariage à trois qui passe mal

Aucun élu ne voulait de cette grande région Est. Aujourd'hui, campagne oblige, les mêmes se la disputent

Sur un coin de table de l'historique Café Brant, à deux pas de l'université de Strasbourg où il a enseigné la géographie politique jusqu'à sa récente retraite, Richard Kleinschmager esquisse un rapide croquis de cette nouvelle grande région Est, issue de la fusion de l'Alsace, de la Lorraine et de Champagne-Ardenne. Un petit arc de cercle, à gauche, tourné vers l'Île-de-France ; à droite, deux séries de hachures verticales, le Sillon lorrain et la plaine d'Alsace, séparés par les Vosges ; puis des flèches, dirigées vers les quatre pays limitrophes (Belgique, Luxembourg, Allemagne, Suisse) : ce sont des lignes de fracture et des symboles de forces centrifuges que trace spontanément Richard Kleinschmager.

Sans les commentaires et les explications qui l'accompagnent, le crayonnage du professeur émérite est aussi peu lisible que l'ordonnance d'un médecin. Mais il l'est davantage que la réforme qui a donné jour à cette grande région. Nul n'envisage que des économies substantielles en résultent. Personne ne comprend la cohérence de l'ensemble. Une taille critique – en l'espèce, près de deux fois la superficie de la Belgique – pour rivaliser avec les voisines et concurrentes européennes ?

Chacun, ici, connaît la puissance de certains Länder allemands, autrement plus étroits, ou de la toute petite mais très riche Bâle, en Suisse. Simplification ? Le maintien des dé-

partements, qui pourraient même voir leur rôle s'accroître en assurant des fonctions de proximité dans ce vaste ensemble, a eu raison de l'argument.

Ici comme ailleurs, la pertinence de la réforme ne saute pas aux yeux. Au moins aurait-elle pu entrer en vigueur dans l'indifférence générale, ce qui aurait été un moindre mal. L'indifférence, au demeurant, est bien là, deux mois avant le scrutin : *« J'ai le sentiment que les citoyens ne sont pas du tout au courant qu'il y a des élections à la fin de l'année, et qu'une majorité d'entre eux ne savent pas qu'il y a cette grande région »*, témoigne Sandrine Béliet, tête de liste Europe Ecologie - Les Verts (EELV). Mais ici plus qu'ailleurs s'ajoute l'amertume. C'est que le tracé des contours, dessiné sur d'autres coins de table – bien parisiens, ceux-là –, a fait quelques ravages. Et laissé des traces qui ne sont pas près de s'effacer.

En 2013, l'Alsace avait manqué de peu son référendum visant à faire approuver un projet de collectivité territoriale unique, fusion de la région et de ses deux départements. Lorsque le gouvernement Valls a engagé sa réforme, avec une perspective de fusion entre régions à la clé, Alsace et Lorraine se sont tournées l'une vers l'autre, leurs deux présidents, Philippe Richert (Les Républicains) et Jean-Pierre Masseret (Parti socialiste) s'affichant ensemble pour

l'occasion.

Alsace-Lorraine : sans doute ce mariage-là, entre ces deux régions voisines et régions frontalières, aurait-il eu quelque cohérence, en particulier en raison d'une histoire partagée, fût-ce par la seule Moselle, entre 1871 et 1918. Il n'aurait pas été de soi pour autant. Devant ses hachures symbolisant les deux sillons situés de part et d'autre des Vosges, cet *« obstacle physique et culturel »*, Richard Kleinschmager explique que la construction européenne et la réconciliation franco-allemande ont incité depuis une quarantaine d'années l'Alsace, ce « pays de cocagne », à se projeter vers l'Est et les autres régions rhénanes, tournant ainsi le dos à la Lorraine. *« La solidarité avec la Lorraine a pratiquement disparu »*, indique le géographe. Fort jaloux de leur identité, une partie des Alsaciens, à n'en pas douter, ne seraient pas allés à cette noce de gaieté de cœur.

On digérait encore à grand-peine ce projet lorsque, de Paris, surgirent les premières esquisses de bans... mais d'un mariage à trois, cette fois, avec Champagne-Ardenne. Ce fut alors un haut-le-cœur. Faire semblant d'aplanir les Vosges est une chose, fusionner avec une « diagonale du vide » sortie de nulle part en est une toute autre. Quel avenir dans ce magma confus qui s'étend vers l'ouest ? Quelle identité préserver avec des gens qui ont vocation à se fondre

dans leur pauvre décor de banlieue rurale de l'Île-de-France ?

Placés devant ce sordide fait accompli, les Alsaciens n'eurent guère d'égards pour cette nouvelle prétendante dépourvue de la moindre dot. Manifestations à Strasbourg, Colmar, Mulhouse ; banderole " *Ne tuez pas l'Alsace* " déployée devant le Palais-Bourbon... Comme on peut l'imaginer, ce bel élan spontané fut apprécié à sa juste mesure, des vignobles champenois jusqu'à la frontière avec la Belgique, où l'on n'en perdit pas une miette.

Dessinée artificiellement lors de sa création, une fois réglé le sort d'à peu près toutes les autres régions, la Champagne-Ardenne savait n'être guère désirée. Prétendante qui, en vérité, ne prétendait à rien, elle fut ballottée au gré des découpages et re-découpages de la réforme gouvernementale, jusqu'à ce qu'on la fasse tomber d'autorité dans une corbeille qui menaçait déjà de déborder avant même de « l'accueillir », si tant est que l'on puisse employer ce terme. « *On a l'impression d'avoir servi de variable d'ajustement, ce qui crée beaucoup de frustration et de rancœur* », confiait avant l'été le président (ex-PS) de la région, Jean-Paul Bachy, qui ne se représente pas (*Le Monde* daté 7-8 juin).

Il est peu commun que des scènes de ménage précèdent la noce ; de même que, d'ordinaire, on attend au moins de pendre la crémaillère avant de s'envoyer la vaisselle à la figure. Mais la réforme territoriale ayant été « *faite à l'envers* », selon le constat dressé par M. Richert, nul n'a jugé nécessaire de se mettre à l'endroit. Chacun s'y emploie maintenant, soit un peu tard. Ce qui donne lieu à une sidérante volte-face générale. Personne ne voulait de cette région ; les mêmes, aujourd'hui, se la disputent. Campagne oblige. Quelques mots

suffisent à changer de costume, sinon à retourner sa veste. M. Richert se dit « *républicain* », et donc respectueux de cette loi qui « *a été votée* ». « *On va en faire quelque chose d'utile* », promet-il. « *Plus on est conscient des problèmes, mieux on pourra gérer* », assure pour sa part Florian Philippot, tête de liste du Front national et vice-président d'un parti qui n'a eu de cesse de dire pis que pendre de la réforme territoriale.

Les quelques semaines qui restent d'ici au scrutin des 6 et 13 décembre ne seront pas de trop pour réparer les pots cassés. Chacun, parmi les principales têtes de liste régionales, devra parcourir plusieurs milliers de kilomètres en voiture pour s'éloigner de sa terre d'élection et témoigner de sa sollicitude envers des départements dont il ne se préoccupait guère jusqu'alors.

Les têtes de liste départementales seront, à ce titre, d'utiles relais. Car il faut déjà, pour les chefs de file, envisager la gestion de cet ensemble gigantesque. L'élaboration chaotique de la réforme, les explications de gravure qui ont suivi, la bataille électorale qui va mettre aux prises les présidents de deux des trois anciennes régions – aucune tête de liste ne représentant Champagne-Ardenne : ces différents facteurs n'ont guère permis aux candidats d'anticiper vraiment ce à quoi devra s'atteler, dès janvier 2016, le nouvel exécutif issu des urnes. Les services administratifs des trois ex-régions se sont concertés pour qu'un minimum opérationnel (système informatique, paie des fonctionnaires, etc.) soit assuré lors de la transition. Chacun s'attend, pour le reste, à une longue période de latence courant 2016.

A ce stade, aucun projet structurant pour le nouvel ensemble ne semble à l'ordre du jour. L'urgence est surtout de pallier les inconvénients et

risques pressentis de la réforme. L'éloignement n'est pas le moindre, quand tous les politiques depuis belle lurette ne jurent que par la proximité. M. Masseret promet ainsi de mettre en place une « *gouvernance territoriale* » avec des relais – « *des acteurs privés, des élus, des citoyens tirés au sort* » – dans " *57 bassins de vie* ", où ils auraient la charge d'appliquer les orientations définies par l'exécutif régional en les adaptant à chaque territoire. Le candidat socialiste, qui entend mettre l'accent sur les différences entre une politique de gauche et de droite au plan local, voudrait régionaliser au maximum sa campagne, tant il sait qu'il risque de subir mécaniquement l'effet d'un probable vote sanction contre le gouvernement : « *Jusqu'à présent, l'impact national a été fort. Très fort. Mon objectif est de le ramener à zéro* », dit M. Masseret.

Président sortant de la seule région restée à droite lors du scrutin de 2010, et fort de l'union qu'il affiche avec l'UDI et le MoDem, M. Richert part favori. Dans des conditions qui ne sont pourtant pas idéales. Son opposition aux contours de la région a pu ternir son image dans des territoires éloignés de Strasbourg, où l'on peut craindre la trop forte prééminence de ce chef-lieu excentré. A l'inverse, le fait d'avoir perdu cette bataille le fait passer pour un « *traître* » aux yeux des plus actifs militants autonomistes alsaciens. Porte-parole du parti Unser Land et tête de liste pour le scrutin de décembre, Jean-Georges Trouillet entend profiter du regain autonomiste qu'a suscité la réforme, en se posant comme seul rempart face à « *ceux qui ont déposé les armes* ».

La principale menace pour M. Richert reste toutefois le Front national, qui avait obtenu près de 30 % des suffrages en moyenne aux élections européennes de 2014 sur l'ensemble de

la nouvelle région. Les remous suscités par l'éviction de Nadine Morano de sa place de tête de liste en Meurthe-et-Moselle après ses propos sur la France « *pays de race blanche* », sont un signe parmi d'autres que le « match » risque de se jouer principalement entre droite et extrême droite.

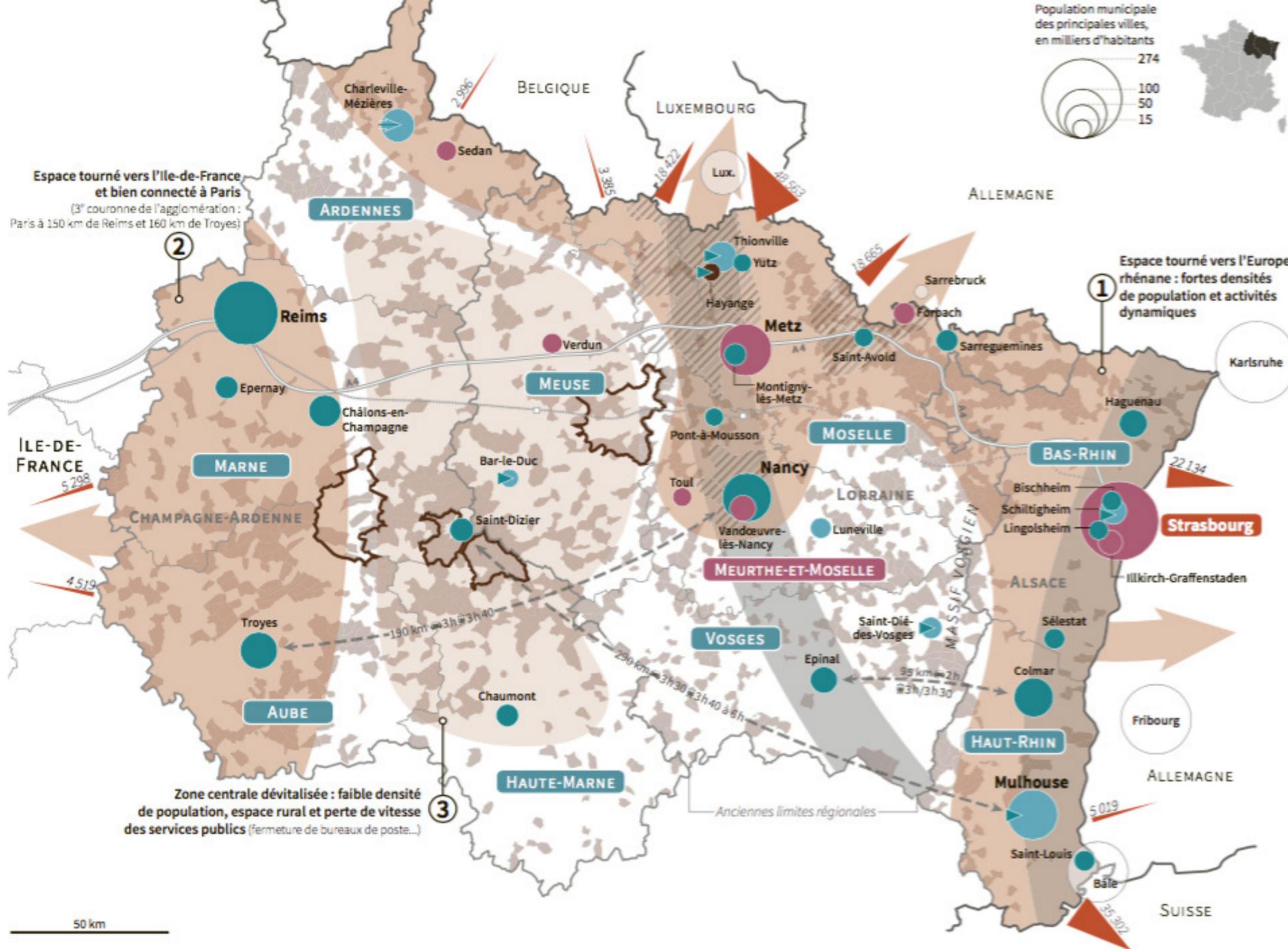
M. Philippot entend profiter à plein

de ne pas être président de région sortant, à l'inverse de ses deux principaux rivaux. Dès le lancement de sa campagne, le 4 octobre, à Void-Vacon (Meuse), le très médiatique vice-président du FN préparait d'ores et déjà un entre-deux-tours qui s'annonce tumultueux. Moquant ses rivaux, « *deux complices qui se tutoient* », M. Philippot anticipait une « *fusion* » de leurs listes. Manière de

mettre d'emblée la pression sur ses concurrents, en insistant sur ce qui pourrait bien être un casse-tête, en particulier à gauche, à l'issue du premier tour de scrutin.

Jean-Baptiste de Montvalon,
(strasbourg, envoyé spécial) ■





Un territoire hétérogène orienté vers l'extérieur

Une région tournée vers ses marges dynamiques

- ①② Espaces tournés vers l'Europe rhénane et l'agglomération parisienne
- Strasbourg, capitale européenne et chef-lieu excentré de la nouvelle région (350 km de Reims)
- Principaux flux de travailleurs transfrontaliers et vers l'Ile-de-France
- ③ Une zone centrale dévitalisée : faible densité de population, espace rural et perte de vitesse des services publics (fermeture de bureaux de poste...)

Des axes nord-sud limitant la synergie régionale

- Sillon lorrain : axes routiers et ferrés importants
- Bassin industriel en reconversion
- Plaine du Rhin : axes routiers et ferroviaires majeurs, pôle industriel et tertiaire dynamique
- Liens transversaux trans-régionaux (autoroute et LGV Est européenne)
- Liens intra-régionaux à renforcer (exemples de distance et temps de transport des liens transversaux par la route et le train)

Un socle politique conservateur homogène

Un ancrage à droite ancien

- Conseil général à droite depuis plus de vingt ans
- Municipalité de droite depuis vingt ans ou comptant cinq mandats depuis 1977 (plus de 15 000 habitants)
- Autre ville de droite (plus de 15 000 habitants)

La gauche en perte de vitesse

- Conseil général à gauche depuis 1998
- Municipalité de gauche (plus de 15 000 habitants)
- Pertes récentes de la gauche au profit de la droite (municipales 2014)

Un vote FN bien implanté

- Hayange, première municipalité remportée par le FN dans la région (municipales en 2014)
- Canton remporté par le FN (départementales en mars 2015)
- Vote FN à plus de 30% au 1^{er} tour de la présidentielle de 2012 (23,2% des suffrages exprimés dans la région contre 17,9% en France)